

**JEUNESSES RURALES,
JEUNESSES POPULAIRES,
UN PUBLIC SCOLAIRE MÉCONNU.
ENTRETIEN AVEC NICOLAS RENAHY**

Pierre BRUNO

Institut universitaire de technologie
Université de Bourgogne

Comme l'écrivent Claire Lemaître et Sophie Orange en ouverture du récent numéro de la revue *Savoir/Agir* consacré aux « Jeunes rurales » (n° 37, 2016) : « La question de la jeunesse rurale, si elle a fait l'objet de récents travaux, demeure un objet de recherche relativement sous-exploré par les sciences sociales. Cette relative invisibilité tient pour beaucoup au fait qu'il s'agit d'une jeunesse « sans éclat » et « sans écart », qui ne se distingue ni par son excellence, ni par ses troubles. Ces jeunes ruraux ne font par ailleurs pas ou peu l'objet de politiques publiques spécifiques – du moins à l'échelle nationale – contrairement aux jeunes des quartiers ».

Des ressources et synthèses existent toutefois, comme le travail de référence de Benoît Coquard, « Que sait-on des jeunes ruraux ? », *Revue de littérature*, rapport d'étude commandité par l'Injep et disponible en ligne¹ ou le dossier « Les jeunes ruraux : zoom sur une population en pleine mutation disponible sur ce même site de l'Injep »². Au moment où le désengagement continu de l'État laisse craindre l'accroissement des nouvelles fractures territoriales, il nous a paru nécessaire de faire un point sur la question des jeunes rurales et plus spécifiquement des jeunes populaires avec Nicolas Renahy, directeur du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (CESAER) et auteur d'un ouvrage de référence sur la question (*Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005).

Pierre Bruno – Vous avez été le premier à travailler en France sur les jeunes rurales, pouvez-vous nous présenter brièvement vos travaux ?

Nicolas Renahy – Je voudrais, avant d'aborder plus précisément la question de la jeunesse rurale et des inégalités qui la touchent, préciser que des mots apparemment simples peuvent recouper de grandes différences de sens selon

1. <<http://www.injep.fr/article/rapport-detude-que-sait-des-jeunes-ruraux-8416.html>>.

2. <<http://www.injep.fr/article/dossier-les-jeunes-ruraux-zoom-sur-une-population-en-pleine-mutation-8731.html>>.

les disciplines et au sein même des groupes de recherches. Les inégalités peuvent ainsi être pensées par certains en termes de disparités, pour d'autres en termes de domination, pour d'autres encore en termes d'injustices. De même on ne peut parler de la jeunesse dans sa globalité. Depuis P. Bourdieu, on sait que « la » jeunesse est un mot qui recouvre des différences selon les milieux, dissimule des relations de pouvoir et reste toujours relatif : on est toujours le jeune ou le vieux de quelqu'un. Chaque espace social a ses propres processus de vieillissement et il est difficile de parler de la jeunesse dans sa globalité.

Il faut rappeler aussi, par-delà les représentations les plus communes, l'importance réelle des groupes sociaux. Les dernières décennies se caractérisent par l'accroissement des groupes qualifiés, une baisse des agriculteurs et une augmentation de la catégorie des employés. Surtout, malgré l'effondrement symbolique de la classe ouvrière, le monde ouvrier reste important et compte plus de six millions de personnes. Ces groupes, on le sait, se répartissent inégalement sur le territoire : la population active parisienne compte 43 % de cadres et professions intellectuelles supérieures alors que cette catégorie ne rassemble que 15 % des actifs au niveau national. On oublie souvent que les agriculteurs exploitants qui ne représentent que 1,5 % de la population active ne sont que très minoritaires dans les zones rurales mêmes (5,5 % des actifs). Par contre les ouvriers (24 % des actifs), d'autant plus représentés qu'on s'éloigne des zones urbaines, constituent le groupe le plus représenté dans les zones rurales.

La jeunesse rurale est ainsi avant tout une jeunesse ouvrière (d'autant plus qu'elle est masculine, les jeunes femmes résidentes des campagnes étant avant tout employées). Pourtant la sociologie de la classe ouvrière en a longtemps peu tenu compte, sous-estimant la question de la localisation en se centrant sur les ouvriers de la grande industrie et la question de la syndicalisation. Ceci ne représente qu'une forme du monde ouvrier qui vit aussi beaucoup dans de petites communes, travaille dans de petites entreprises à la faible syndicalisation (le patron, lors de mon enquête était encore appelé « Papa »), un monde frappé par les longues conséquences d'une crise économique débutée à la fin des années 1970. Mon enquête porte sur un village de 600 habitants marqué par une vieille histoire industrielle de plus d'un siècle, par la fin progressivement engagée depuis les années 1940 d'un paternalisme industriel visant à sédentariser la main-d'œuvre (avec la création dans les années 1920 de cités ouvrières), puis, dans les années 1980, par la fermeture de la mono-industrie et enfin l'ouverture de petites structures qui embauchent réellement à partir de la décennie suivante. En quelques décennies le contexte de l'entrée dans la vie active a donc été complètement bouleversé.

PB – Quelles évolutions avez-vous pu observer ?

NR – Pendant toutes les années de croissance économique à l'après-guerre, ce n'est pas l'école qui qualifie mais l'usine. Alors que seule une minorité de jeunes poursuit ses études après le certificat d'études, l'instituteur père des

élèves ayant des « facilités » (en mathématiques par exemple) et les signale au personnel d'encadrement de l'usine (au chef comptable pour qu'il les prenne en apprentissage dans les bureaux pour rester dans notre exemple). Une grande majorité des enfants s'insère très jeunes, à 14 ans puis 16 ans, dans le monde du travail et c'est l'usine qui va fournir les qualifications de base à des jeunes qui pour beaucoup migreront par la suite. L'usine stabilise les parcours individuels par le salariat et entretient pour soi ou ses enfants l'espoir d'une mobilité ascendante dans l'usine, l'artisanat qualifié ou dans les services publics, plus particulièrement la main gauche de l'État : enseignement, éducation populaire, soin... Ceci explique qu'il y a aussi beaucoup d'alliés du monde ouvrier, des personnes, issues du monde ouvrier et qui en étaient restés très proches : instituteurs ou artisans qui pouvaient s'investir par exemple dans la gestion du club de foot local.

Ce modèle va évoluer avec la crise industrielle et la massification du système éducatif. Le recrutement géographique évolue : si les trois quarts des salariés de l'usine résidaient dans le village dans les années 1970, ce ne sera plus le cas que du tiers d'entre eux dans les décennies suivantes. On observe surtout chez ces jeunes hommes peu qualifiés, qui ne rencontrent pas de problèmes de chômage de masse tout en étant confrontés à la question de la précarité, de l'intérim, de nouvelles logiques d'appartenance marquées par un fort déni de la filiation ouvrière. La fierté d'antan est en crise : dans un contexte de démocratisation scolaire, on veut tout faire sauf devenir ouvrier d'usine comme son père, cette solution restant un pis-aller lorsqu'aucune autre issue n'est possible. Les héritiers de l'ancien modèle d'entrée dans la vie active ouvrière continuent d'exister mais sont minoritaires.

Le développement de techniques nouvelles, numériques met à mal les formes établies d'apprentissage sur le tas : la qualification interne à l'entreprise ne suffit plus et se voit substituer une qualification scolaire, par des DUT par exemple. Dans certains secteurs, les abattoirs ou le travail du bois par exemple, cela remet en cause les processus anciens de gestion de la main-d'œuvre la rémunération à l'ancienneté, discrétionnaire, se voit concurrencé par une rémunération au diplôme de salariés plus difficiles à stabiliser car cherchant à évoluer professionnellement et géographiquement³.

Au moment de l'observation à la fin des années 1990, au sein même de l'usine, les jeunes se différencient du groupe des « vieux » dans la sociabilité, les discussions. L'exemple type est celui du bleu de travail porté par les travailleurs les plus âgés alors qu'au contraire les jeunes préfèrent le jean et les t-shirts et ne mettent le bleu qu'au moment d'effectuer une tâche particulièrement salissante. Ces jeunes ouvriers se distinguent aussi par leur faible participation militante, sinon leur méfiance envers les syndicats. Le collègue unique en permettant la rencontre du monde ouvrier et de jeunes issus

3. M. Blanc, F. Aubert & C. Détang-Dessendre, « Le fonctionnement des marchés du travail ruraux : entre influence du paternalisme et difficultés d'appariement », *Économie rurale*, 250, 1999, pp. 31-39.

des classes moyennes va contribuer au bouleversement de l'appartenance familiale marquée par l'exemple de pères considérés comme trop dociles face aux exigences des patrons – bouleversement qui, paradoxalement, se fait au moment même où, avec la crise de l'emploi et celle du logement, il devient plus difficile à ces nouvelles générations de quitter le logement familial.

L'appartenance élective, celle de la bande de copains va alors prendre d'autant plus d'importance, et ce jusqu'à 25-30 ans, comme un rempart contre la crise des appartenances familiales et professionnelles, marquant en contrecoup une incompréhension accrue au sein des familles, incompréhension cristallisée autour de la consommation de cannabis qui va connaître un boom au milieu des années 1990 mais aussi dans l'évolution de la consommation d'alcool. À une consommation festive, instituée (l'après-midi lors d'un tournoi de pétanque, lors du repas du club de foot, des baptêmes ou mariages...), se substitue une petite « de bande » faite à l'écart du groupe, qui existait mais qui va maintenant durer et marquer une distanciation dans les pratiques festives même.

PB – Les mutations que vous avez observées se sont-elles poursuivies ?

NR – Des études plus récentes permettent de montrer des continuités et des ruptures dans le destin des jeunes ruraux. Je pense plus particulièrement à une thèse qui porte sur la Haute-Marne, département qui perd le plus de jeunes aujourd'hui, marqué par une forte désindustrialisation, avec comme principale perspective d'emploi restant les aides à la personne pour les femmes et le bâtiment pour les hommes⁴. Le seul moyen de s'intégrer de manière stable est la migration, qui est surtout une migration des jeunes filles scolarisées. Pour les garçons, la migration placée sous le signe de l'Eldorado, d'un départ à l'aventure dans le Midi ou en Suisse malgré la rareté des trajectoires heureuses.

La continuité la plus notable est celle de la logique de bande (ici dite de « clan »), solidarité mais aussi réseau de relation permettant de trouver un emploi. Les zones rurales facilitant des relations interclassistes, la bande peut être un moyen d'insertion professionnelle, par exemple lorsqu'un fils d'exploitant agricole ou d'artisan devient l'employeur de ses copains. L'emploi est lié à une logique de relations ou de « piston » ; les clans se forment aussi en opposition aux insuffisances réelles ou supposées de l'État social par une logique du « nous d'abord » (on ne peut compter que sur nous...), avec toutes les conséquences politiques que cela peut supposer.

Deux ruptures ont pu être observées. Tout d'abord le dépassement de l'opposition popularisée par les travaux de R. Hoggard, entre « eux » et « nous », « eux » étant le monde extérieur des dominants que l'on comprend mal et sur lequel on n'a pas prise. O. Schwartz montre l'évolution vers un modèle opposant le haut (« eux »), le fragile (« nous ») et le bas, appelés par

4. B. Coquard, « *Sauver l'honneur* ». *Appartenances et respectabilités populaires en milieu rural*, thèse de sociologie de l'université de Poitiers, 2016.

les jeunes fragiles observés par B. Coquard les « cassos », classes populaires instables que l'on craint de devenir.

Autre évolution, l'absence croissante de classes moyennes cultivées, cette main gauche de l'État, ces professions proches des milieux populaires dans les années 1970 (comme les instituteurs, éducateurs...) et qui pour beaucoup ne vivent plus sur place, marquant une rupture avec le modèle ancien d'enseignants impliqués dans la vie locale de leur lieu d'affectation. Cette évolution est à mettre en perspective avec le délitement des formes anciennes d'encadrement de la jeunesse (comme les réseaux d'éducation populaire). Notons que les évolutions structurelles du millefeuille territorial contribuent à éloigner les populations et leurs élus : les communautés de communes apparaissent ainsi des collectivités beaucoup plus abstraites, éloignées, que la commune.

PB – Quel rôle ou quelle responsabilité a, plus spécifiquement, l'enseignement supérieur ?

NR – Mon enquête porte essentiellement sur les jeunes qui n'ont pas migré, du moins définitivement. Dans un contexte où 65 % d'une classe d'âge obtient le bac, une monographie de village amène à rencontrer ceux qui sont sortis prématurément du système scolaire sans qualifications, ceux qui ont obtenu un diplôme professionnel, mais aussi ceux qui ont eu leur bac et sont allés à la fac mais en sont sortis sans diplômes avant de revenir dans le « coin » de leur enfance.

Cela pose la question de la capacité du système scolaire, et tout particulièrement de l'enseignement supérieur, à intégrer et aider ses publics. Bien évidemment, les différences sociales se retrouvent dans l'orientation : les jeunes issus de milieux populaires (enfants d'ouvriers, d'employés, de chômeurs) sont majoritaires dans certaines filières comme AES (65 %) alors que, dans d'autres, comme les classes préparatoires, la proportion s'inverse au profit d'étudiants issus de milieux favorisés. Tout cela s'inscrit dans un contexte de reproduction sociale massive, même s'il reste des marges d'émancipation : 52 % des enfants de cadres deviennent cadre, 46 % des enfants d'ouvriers deviennent ouvriers.

L'accès à l'enseignement supérieur de ces bacheliers populaires peut objectivement apparaître comme un immense gâchis : rares sont ceux qui quittent l'enseignement supérieur qualifiés et une majorité retourne à sa condition d'origine, même renouvelée (ouvriers mais aussi techniciens du spectacle, intérimaires, livreurs, auto-entrepreneurs⁵...). Mais ils ont eu malgré tout une acculturation au monde étudiant qui fait que cet échec objectif en termes de mobilité professionnelle n'est pas forcément perçu comme tel. Ces étudiants d'origine populaire restent marqués par certains cours, par certains profs, par la fréquentation de jeunes issus de milieux différents, par tous les à-côtés de la fac : en ce sens l'université a atteint

5. S. Abdelnour, *Moi, petite entreprise : les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

son objectif, celle du savoir pour tous. Et si l'on a pu craindre que le désenchantement scolaire alimente la désespérance ou la radicalisation d'une partie des jeunes populaires, des enquêtes témoignent que ces jeunes-ci seront, eux, plus politisés et militants une fois redevenus ouvriers⁶. J'ai revu récemment un ancien « jeune » du village enquêté, titulaire d'un bac général qui a passé deux ans à la fac. Si cette dernière ne l'a pas « qualifié », ces deux années ont changé sa vie. À 45 ans, il est certes aujourd'hui ouvrier comme son père, mais un ouvrier qui lit, voyage quand il le peut et prend grand plaisir à éduquer ses enfants à l'amour du savoir. Si le système scolaire et universitaire se doit de qualifier ses publics, ce n'est pas là sa seule et unique mission.

Propos recueillis par

Pierre BRUNO

6. J. Mischi, *Le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone, 2016.